

Les Arts Décoratifs

MISE AUX NORMES
(électricité CFO CFA, sécurité, sûreté, accessibilité)
DU MUSEE NISSIM DE CAMONDO

63 rue de Monceau
75008 PARIS

OPERATION DE DEUXIEME CATEGORIE

COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ
ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE.....	5
1 MISSION DU COORDONNATEUR SÉCURITÉ	5
1.1 AU COURS DE LA CONCEPTION, DE L'ETUDE ET DE L'ELABORATION DU PROJET DE L'OUVRAGE.....	5
1.2 AU COURS DE LA REALISATION DE L'OUVRAGE	6
2 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
2.1 PRESENTATION DU PROJET	7
2.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS.....	8
2.3 LISTE DES LOTS	11
2.3 LISTE DES ENTREPRISES	11
2.4 CALENDRIER	11
2.5 EFFECTIF.....	11
2.6 AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES.....	12
3 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SÉCURITÉ.....	13
3.1 NATURE DU SOL	13
3.2 DEPOSES - DEMOLITIONS	13
3.3 DESCRIPTION DE L'OUVRAGE	17
3.4 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES	17
3.5 ACCES AU CHANTIER : ITINERAIRE OBLIGATOIRE.....	19
3.6 INSTALLATIONS DE CHANTIER	22
4 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SÉCURITÉ.....	24
4.1 VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS HORIZONTALES OU VERTICALES	24
4.2 CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION.....	25
4.3 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE, CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX, DECHETS, DECOMBRES, GRAVATS NOTAMMENT CEUX PRESENTANT UN RISQUE PARTICULIER	26
4.4 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	27
4.5 PROTECTION ET CONTROLE DES ACCES.....	28
4.6 ELECTRICITE DE CHANTIER	29
4.7 MESURES PRISES EN MATIERES D'INTERACTION SUR LE SITE.....	30
4.8 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES.....	30
4.9 TRAVAUX SPECIFIQUES	31
4.10 CONDITIONS DE TRAVAIL	31
5 SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER.....	31
5.1 CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS.....	31
5.2 ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS, COMMERCIAUX, AGRICOLES A L'INTERIEUR OU AU VOISINAGE DESQUELS SE SITUE LE CHANTIER.....	31
6 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	32
6.1 CANTONNEMENTS ET BUREAUX DE CHANTIER.....	32
6.2 NETTOYAGE DU CHANTIER	32
7 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DU PROJET CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DU PERSONNEL, AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE, Y COMPRIS LES RISQUES D'INCENDIE	33
7.1 ORGANISATION DES SECOURS	33
7.2 INCENDIE.....	33
8 MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	36
8.1 ENTREPRENEURS DESIGNES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	36

8.2	SOUS-TRAITANTS.....	37
8.3	TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....	37
8.4	UTILISATION D'ENTREPRISES INTERIMAIRES.....	37
8.5	PRESTATAIRES DE SERVICE.....	37
8.6	LE PRET DE MAIN D'ŒUVRE.....	37
9	OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS.....	38
9.1	DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE (DIUO).....	38
9.2	REGISTRE JOURNAL.....	38
9.3	MANQUEMENTS DE L'ENTREPRENEUR.....	39
	ANNEXE.....	40
	MODÈLE POUR L'ÉLABORATION DU PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ (PPSPS).....	40
1	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS.....	40
1.1	RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PROJET.....	40
1.2	RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ENTREPRISE.....	40
2	RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ORGANISATION DU CHANTIER.....	40
2.1	DISPOSITION EN MATIERE DE SECOURS ET D'EVACUATION DES PERSONNELS DE CHANTIER.....	40
2.2	MESURES PRISES POUR ASSURER L'HYGIENE DES PERSONNELS DE CHANTIER.....	40
3	MESURES DE SÉCURITÉ APPLICABLES AUX INTERVENTIONS DE L'ENTREPRENEUR SUR LE CHANTIER.....	41
3.1	MESURES SPECIFIQUES PRISES PAR L'ENTREPRENEUR POUR PREVENIR LES RISQUES INHERENTS AU CHANTIER.....	41
3.2	DESCRIPTIONS DES RISQUES QUE L'ENTREPRENEUR GENERE PAR SON ACTIVITE POUR LE RESTE DES INTERVENANTS SUR LE CHANTIER.....	41
3.3	DISPOSITIONS PRISES PAR L'ENTREPRENEUR POUR PREVENIR LES RISQUES ENCOURUS PAR SES SALARIES LORS DE L'EXECUTION DE SES PROPRES TRAVAUX.....	41
4	DISPOSITIONS PRISES PAR L'ENTREPRENEUR TITULAIRE DU LOT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE.....	41
5	DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'AMIANTE.....	41
	ANNEXE.....	42
	LOCAUX D'HYGIENE – CANTONNEMENT À ADAPTER EN FONCTION DE L'EFFECTIF.....	42
	ANNEXE.....	44
	DECLARATION PREALABLE.....	44
	ANNEXE.....	45
	Liste des fournisseurs et prestataires.....	45
	ANNEXE.....	46
	Formulaire type d'inspection commune fournisseur/prestataire.....	46



MISE À JOUR DU PGC

INDICE	OBSERVATIONS	DATE
0	Élaboration sur la base des éléments des travaux préparatoires en phase DCE de novembre 2024	21/11/2024
1	Evolution (phase 2) sur la base des éléments en phase PRO de mars 2025	08/04/2025

VUE AERIENNE



PRÉAMBULE

Le caractère particulier du projet justifie la mise au point d'une organisation permettant l'exécution des travaux dans les meilleures conditions pour les Entrepreneurs ainsi que pour le respect des règles d'hygiène, de sécurité et de santé.

Les **Entrepreneurs** doivent :

- prendre parfaite connaissance du présent document
- en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition
- se conformer rigoureusement, lors de l'exécution, aux prescriptions qu'il contient.
- respecter et appliquer les **principes généraux de prévention** suivants :
 - **éviter les risques**
 - évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
 - combattre les risques à la source
 - adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé
 - tenir compte de l'état d'évolution de la technique
 - remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux
 - planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants
 - prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle
 - donner les instructions appropriées aux travailleurs

Bien entendu, ce document ne prétend pas clore un dialogue alors que celui-ci n'est pas amorcé. Toute proposition, tant au stade de la remise des prix qu'à celui de l'exécution, tendant à faciliter la bonne marche de l'organisation des travaux et la sécurité sera examinée avec le plus grand soin.

Toutefois, elle ne pourra être acceptée que si elle est conforme à l'intérêt général de l'ensemble des Entrepreneurs et n'apporte aucune contrainte

1 MISSION DU COORDONNATEUR SÉCURITÉ

Sous l'**autorité du Maître d'ouvrage**, le Coordonnateur sécurité :

1.1 AU COURS DE LA CONCEPTION, DE L'ETUDE ET DE L'ELABORATION DU PROJET DE L'OUVRAGE

- ouvre et tient à jour le registre-journal de la coordination
- constitue avec la participation des Concepteurs le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage
- définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier
- élabore le plan général de coordination

1.2 AU COURS DE LA REALISATION DE L'OUVRAGE

- organise entre les différents entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier :
 - la coordination de leurs activités simultanées ou successives
 - les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales
 - leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé
- procède, avec chacune des Entreprises, à une inspection commune, avant remise de leur PPSPS (plan particulier de sécurité et de protection de la santé)
- harmonise les PPSPS en les intégrant dans le plan général de coordination
- veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent
- prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier
- tient à jour et adapte le plan général de coordination et veille à son application
- tient à jour le registre journal
- complète le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage
- tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et détermine avec le Chef de l'établissement en activité, par une inspection commune, les mesures de sécurité adéquates (délimitation du chantier, voies de circulation, consignes, etc ...)
- communique:
 - à chaque Entrepreneur appelé à intervenir sur le projet, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des Entrepreneurs contractants
 - à chaque Entrepreneur les plans particuliers de sécurité et de santé de l'Entrepreneur chargé du lot gros œuvre et des Entrepreneurs ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers
 - à chaque Entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres Entrepreneurs

Nota :

Les lots concernés par les travaux à risques, diffuseront, sans rappel du CSPS, leur PPSPS à tout nouvel intervenant pour que celui-ci confirme la prise en compte des risques exportés.

2 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

2.1 PRESENTATION DU PROJET

Destination des locaux :

Musée Nissim de Camondo

Nature des travaux :

Il s'agit d'une opération de mise aux normes (électricité CFO CFA, sécurité, sûreté, accessibilité) du Musée Nissim de Camondo et des Ateliers du Carrousel, (fermés au public), situés 63 rue de Monceau, à PARIS.

Il est précisé que l'opération sera réalisée,

en 2 phases :

Travaux préparatoires

Travaux de mise aux normes

en corps d'état séparés, avec un lot principal par phase.

Le lot principal a à sa charge la mise en place des moyens en hygiène et sécurité, **communs**, demandés par le coordonnateur, il assurera le bon fonctionnement quotidien du chantier et aura à sa charge la gestion des installations de chantier (**panneau de chantier, balisages, affichages, clôtures, aménagement et entretien du cantonnement, etc....**), **pour tous les intervenants et pendant toute la durée des travaux.**

Il est précisé que tous les **frais de voirie** nécessaires à la réalisation de l'opération, sont à la charge de l'entreprise.

REMARQUES IMPORTANTES :

Le Musée est un site sensible, protégé Musée Historique et avec maintien d'une activité réduite pendant les travaux, les zones travaux seront isolées par des balisages adaptés, en intérieur comme en extérieur.

Personnel des Arts décoratifs : agents de sécurité, conservateurs, restaurateurs.

En particulier 3 restaurateurs de mobiliers travailleront dans l'Hôtel particulier pendant la période de travaux.

Ces balisages seront complétés par des d'affichages clairs pour les occupants de façon à faciliter et protéger les déplacements de ceux-ci sur le site.

Il sera réalisé un phasage pour l'opération, intégrant la position des balisages.

Les installations de chantier devront être réalisées de façon à limiter les co activités avec les occupants (homme trafic sur site pour canaliser le public, aménagement accès depuis la rue, etc...).

Il est précisé que les travaux pouvant engendrer des risques de chutes, nécessiteront de la part de l'entreprise, la mise en place de moyens évitant ce type de risques.

L'entreprise a à sa charge la transmission des plans et planning de ses interventions, notamment lors des opérations d'approvisionnement, d'évacuations, au MO et au CSPS.

*Principe du référent unique :

Nomination par l'entreprise, d'un interlocuteur unique de l'équipe d'encadrement pour les remarques liées à l'organisation et à la sécurité.

2.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS

			TELEPHONE
Maître d'ouvrage	Les Arts Décoratifs 107 rue de Rivoli 75001 PARIS Cheffe de projet mona.ben-naji@madparis.fr Directrice du bâtiment et de la sécurité pascale.guigou@madparis.fr Responsable sécurité gino.anoumantou@madparis.fr Intendante du Musée ghislaine.flageul@madparis.fr	Madame BEN NAJI Madame GUIGOU Monsieur ANOUMANTOU Madame, FLAGEUL	01.44.55.59.74
Architecte mandataire	FBAA 2 cour de la Grâce de Dieu 75010 PARIS contact@fb-architectes.fr fb@fb-architectes.fr vg@fb-architectes.fr	Mr. BRUGEL Mr. GUIPONNI	01.42.01.01.61
Architecte du patrimoine	Atelier Cord 5 place Rome 13006 MARSEILLE sc@sebastiencord.fr	Mr. CORD	06.14.08.33.75
BET	OCI 66 avenue des Champs Élysées 75008 PARIS e.rajaonaly@oci-be.fr ma.depastre@oci-be.fr		06.17.09.75.92
BET fluides - SSI	OTEIS 15/17 rue Raoul Nordling 92270 BOIS COLOMBES contact@oteis.fr		01.56.69.19.40
BET accessibilité	ACCESMETRIE 2 rue du Dr Lombard 91410 DOURDAN		
Economiste	Cabinet ASSELIN 30 rue Jubé de la Pérelle 91410 DOURDAN		
Bureau de Contrôle	SOCOTEC 6/8 rue Andras Beck 92366 MEUDON LA FORET thierry.fraissee@socotec.com	Mr. FRAISSE	01.40.94.15.00
Coordonnateur SSI	VERITAS 6 boulevard Archimède 77420 CHAMPS SUR MARNE daniel.regent@bureauveritas.com	Mr. REGENT	

			TELEPHONE
Coordonnateur OPC	KOBALT ING 25 rue du Maréchal Foch 78000 VERSAILLES v.blot@kobalt-ing.fr		01.39.49.05.96
Coordonnateur S.P.S. Conception et Réalisation	L.C.A. « Les Coordonnateurs Associés » 4 rue Saint Saëns 77300 FONTAINEBLEAU lca@lcasps.fr	Mr. CHARRE	01.64.79.79.79 06.62.05.51.36

Organismes administratifs de prévention

		TELEPHONE
Inspecteur du Travail UC 08 SECTION 04	11 rue de Cambrai – Bâtiment A 75019 PARIS drieets-idf-ud75.uc3@drieets.gouv.fr	01.44.53.30.38
C.R.A.M.I.F. Antenne Service Prévention	17 /19 avenue de Flandre 75019 PARIS prevention75.cramif@assurance-maladie.fr	01.40.05.38.16
O.P.P.B.T.P.	1 rue HEYRAULT 92660 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX iledefrance@oppbtp.fr	01.40.31.64.00

Établissement de secoursEn cas d'accidents : Tél. 15 ou 18 ou **112 sur mobiles**

		TELEPHONE
Commissariat Police		17
Sapeurs-pompiers		18
Grands Brûlés	SAMU	15
SOS Brûlures	Hôpital Cochin Hôpital Foch	01.58.41.41.41 01.46.25.24.96
Urgences Mains	SAMU	15
SOS Mains (réimplantation)	Hôpital Saint Antoine 148 rue du Faubourg Saint Antoine 75012 PARIS	01.49.28.30.00
Urgences Ophtalmologie (yeux)	OphtalmoPôle – Hôpital Cochin 8 rue Mechain 75014 PARIS	01.58.41.23.00
Centre anti poison	Paris	01.40.05.48.48
Clinique Internationale du Parc Monceau	21 rue de Chazelles 75017 PARIS	01.48.88.25.25
Hôpital Lariboisière	2 rue Ambroise Paré 75010 PARIS	01.49.95.65.65

2.3 LISTE DES LOTS

Phase 1 : Chantier préparatoire de Déposes en conservation et Stockage

Lot 01 : Ébénisterie / Menuiserie

Lot 02 : Parqueterie

Phase 2 : Chantier principal de mise aux normes

Lot 01A : CFO/CFA/Sûreté/Vidéosurveillance/SSI/GTB

Lot 01B : Plomberie : CVC

Lot 02 : Second œuvre bois & métal

Lot 03 : Gros œuvre – Pavage – Cloisons – Plâtrerie

Lot 04 : Peinture

2.3 LISTE DES ENTREPRISES

Lots	Entreprises	Localisation	Tél.
Ébénisterie Menuiserie Electricité	BRTC Mandataire du groupement	4 rue de l'Écluse des Vertus 93300 AUBERVILLIERS contact@brtc.fr	01.48.11.13.20
Ébénisterie	ATELIER DE LA CHAPELLE Co traitant BRTC	ZA Le Bordage Le Longeron 49710 SEVREMOINE restaurationateliersdelachapelle.com	02.41.49.04.27 06.71.91.01.57
Parquet	BRIATTE	Orfèvrerie 112 rue Ambroise Croizat 93200 SAINT DENIS contact@parquetsbriatte.fr	01.39.33.90.90
Chantier test plomb	REMOVE	1 rue Nicolas Tesla 77183 CROISSY BEAUBOURG contact@remove-france.com b.thibout@remove.fr j.tieo@groupe-remove.com m.martin@groupe-remove.com	01.64.21.22.88

2.4 CALENDRIER

Date de début des travaux :

Phase 1 : Chantier préparatoire de Déposes en conservation et Stockage : OS 02/12/2024

Phase 2 : Chantier principal de mise aux normes : 2025

Durée des travaux :

Phase 1 : Chantier préparatoire de Déposes en conservation et Stockage : 2,5 mois, compris période de préparation

Phase 2 : Chantier principal de mise aux normes : 9,5 mois

2.5 EFFECTIF

Prévision de l'effectif global et de pointe : 8 - 15 personnes

2.6 AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Déclaration Préalable de travaux n°

Déclaration préalable : date d'envoi aux organismes de sécurité, le 20/11/2024

Il incombe à **chaque lot** d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux qui le concernent :

- **listes du personnel** à établir pour chacune des entreprises et à tenir à jour (consultables sur le site). Chaque entreprise tiendra à jour une liste du personnel, celle-ci sera émarginée quotidiennement par les salariés présents.
Il est précisé que chaque intervenant devra être badgé (carte d'identification professionnelle BTP : <http://www.cartebtp.fr>) et identifiable.
- **information sur le travail détaché (déclaration préalable de détachement des salariés <https://www.sipsi.travail.gouv.fr/auth/login>) et contrôle des formalités relatives au détachement pour chacun des sous-traitants concernés** (avant toute intervention, transmission obligatoire copie de déclaration de détachement et copie du document de désignation du représentant au MO)
- demande de **Permis feu journalier**, au chef d'équipe au **PC sécurité**
- information sur chantier à charge des entreprises.
- demande d'autorisation de travaux.
- **demande d'arrêtés** auprès du service voirie de la ville de Paris (voir télé service CITE <https://teleservices.paris.fr/occupation-voirie/> via le guichet des professionnels de Paris <https://guichetpro.paris.fr/crm/>), **d'occupation du Domaine Public**, préalablement à toutes réservation de stationnements, d'installation d'échafaudages de pied, etc...
- etc ...

NOTA :

Accès personnel :

L'entrepreneur devra adresser avant le début du chantier la **liste** et la carte d'identité ou titre de séjour de **l'ensemble de ses personnels travaillant sur le chantier** à : sarah.feriaux-rubin@madparis.fr

L'**accès** au chantier se fait par le **63, rue de Monceau** 75008 PARIS

Chaque **matin**, le personnel se présente à l'**accueil**, **signe le registre** de présence et **récupère son badge** chantier.

Chaque **fin de journée**, le personnel **signe le registre** de sortie et **dépose son badge** chantier.

Nuisances :

Les entreprises s'engagent dans une démarche de réduction des nuisances de circulation, des nuisances sonores, de la pollution du sol, de l'eau et de l'air.

Elles s'engagent aussi à un nettoyage régulier du chantier, à une gestion et à une collecte sélective des déchets.

La nature des travaux obligera l'entreprise à obtenir tous les certificats de consignations de réseaux nécessaires avant d'entamer tous travaux de dépose, démolition.

L'entreprise devra pouvoir justifier de ses qualifications en matière de dépose de matériaux amiantés et de travail susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

Les interventions sur une installation électrique seront réalisées par l'entreprise dans le respect de la norme NF C 18-510.

Il sera diffusé au CSPS, les fiches de données sécurité correspondantes aux produits employés.

Possibilité de livrer en véhicules 3.5T de plain-pied (charge maximale autorisée).

Le **lot principal** se chargera de l'ensemble des dispositions de chantier, soit :

- la mise en place et l'entretien de la signalisation provisoire,
- la mise en place et l'entretien des installations de chantier,
- la mise en place et l'entretien des dispositifs de sécurité destinés aux piétons et riverains.

Le **lot principal** doit la protection au droit des zones de travaux.

Le **lot principal** établira le **PIC** et complètera le **Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité sur Chantier (DHOL)**.

3 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SÉCURITÉ

3.1 NATURE DU SOL

3.1.1 Constitution du sol : Charge maximum de 3.5T à l'essieu.

3.1.2 Niveau de la nappe phréatique : Sans objet.

3.1.3 Présence d'explosifs ou de cavités : Néant.

3.1.4 Sondages

Des sondages seront réalisés par l'entreprise préalablement aux travaux éventuels de pose des échafaudages de façon à vérifier la tenue des appuis.

3.2 DEPOSES - DEMOLITIONS

Chaque lot assurera les sondages préalables, nécessaires à la réalisation des travaux, puis les différentes consignations.

- Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021, relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments :

Les obligations de transmission des données au registre électronique national des déchets et de **dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets** s'appliquent depuis le 1^{er} janvier 2022. Voir plateforme numérique **Trackdéchets** des pouvoirs publics : <https://trackdechets.beta.gouv.fr>

3.2.1 Déposes et démolitions à effectuer

Des travaux de **dépose en conservation** des éléments de décors (appareillages électriques, lambris, parquets, menuiseries bois, etc...) et de **protection des œuvres** seront réalisés dans le cadre de l'opération,

Ainsi que divers travaux de **dépose et de démolition** (pavés, grille d'accès au four, lavabo, cloisonnement, fenêtre, remplissage maçonné, etc....).

La consignation des réseaux et équipements sera transmise, avant démarrage, par le MO.

Les travaux de dépose seront à réaliser, après désamiantage, sans exposer à aucun moment que ce soit, les intervenants à des risques de chute de hauteur.

Des protections collectives provisoires seront donc à prévoir partout où les intervenants auront à intervenir.

Des **protections des abords, de l'existant, cheminements, éléments architecturaux, mobiliers, etc...**, des **protections étanches** toute hauteur seront à mettre en place, avant toute activité, de façon à **éviter la dispersion de poussières** en dehors des zones chantier et **l'accès au public**.

Chaque lot doit la protection des abords et de l'existant, cheminements, éléments architecturaux, mobiliers, etc... par tous moyens.

3.2.2 Matériaux ou matériels démolis présentant des risques particuliers

AMIANTE :

Voir mises à jour des fiches récapitulatives du DTA du site.

Voir pré rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante intégré au Dossier Technique Amiante (DTA), établi par QUALICONSULT (réf 445671), du 28/11/2017.

Voir mise à jour du pré rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante intégré au Dossier Technique Amiante (DTA), établi par BIO GOUJARD, du 22/02/2021.
Des analyses ultérieures doivent être effectuées.

Voir rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux (RAAT) établi par AUGERIS (réf RAT-220E109-24-0074), du 02/04/2024.

Voir rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux (RAAT) établi par AUGERIS (réf RAT-220E109-24-0074-VERSION B), du 02/10/2024.

Voir rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux (RAAT) établi par AUGERIS (réf RAT-220E109-24-0074-VERSION C), du 22/11/2024.

Voir rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux (RAAT) établi par AUGERIS (réf RAT-220E109-24-0074-VERSION D), du 13/03/2025.

Si à un moment quelconque du chantier, un intervenant a un doute sur la nature d'un matériau, celui-ci devra se faire confirmer par l'encadrement du chantier, l'absence de tout risque d'être en contact avec des matériaux amiantés.

RAPPEL et TEXTES DE REFERENCE à prendre en compte:

- Tout repérage des matériaux contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis sera réalisé selon les exigences de la norme NF X 46-020 (dernière version août 2017).

- Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail.

- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et modifiant le code de la santé publique.

- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante, prévoit donc un stockage de ces déchets d'amiante lié uniquement dans les installations classées. (applicable depuis le 1^{er} juillet 2012).

- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante et modifiant le code travail (entré en vigueur le 1^{er} juillet 2012) :

- *Le texte précise les modalités de la protection des travailleurs contre ce risque amiante, notamment en ce qui concerne la détermination de la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP). Ainsi, la concentration moyenne en fibres d'amiante, sur 8 heures de travail, ne dépasse pas 10 fibres par litre. L'employeur doit s'assurer du respect de cette valeur limite.*
- *Toutes mesures de contrôle de l'empoussièrement et de contrôle de la valeur limite d'exposition professionnelle seront de type META (Microscopie Électronique à Transmission Analytique).*
- *Trois niveaux d'empoussièrement déterminent le moyen de prévention à mettre en place.*
- *Un dispositif unique de certification des entreprises d'encapsulage (procédés mis en œuvre pour traiter et conserver l'amiante et les matériaux qui en contiennent afin d'éviter la dispersion des fibres dans l'atmosphère) ou de retrait de matériaux contenant de l'amiante est déterminé.*

Le décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 modifie l'article 6 du décret du 4 mai 2012 et précise les dates limites d'obtention des certifications obligatoires amiante (certification unique pour l'amiante friable et non friable).

Le décret n° 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante modifie les articles R.4412-110 et R.4412-98 :

L'employeur a l'obligation de procéder à l'évaluation des risques et, compte tenu de cette évaluation, de s'assurer du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) pour l'ensemble des

travailleurs exposés.

L'employeur met à disposition des travailleurs des EPI adaptés, et assurant le respect de la VLEP.

Le présent décret définit les niveaux d'empoussièrement servant à l'évaluation des risques d'exposition à l'amiante des travailleurs. Voir instruction n°DGT/CT2/2015/238 du 16/10/2015.

Article R4412-97 du code du travail, voir le décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, modifié par le décret n° 2019-251 du 27 mars 2019 relatif au **repérage de l'amiante** avant certaines opérations :

Il est imposé au donneur d'ordre, « qu'il soit maître d'ouvrage ou propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, de faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. » L'objectif est de permettre à l'entreprise de procéder à l'évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les protections collectives et individuelles de ses travailleurs.

- Arrêté du 23 janvier 2020, modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif aux conditions dans lesquelles est conduite la **mission de repérage** de l'amiante **avant certaines opérations** réalisées dans les **immeubles bâtis**.

La mise en œuvre des prescriptions de la norme NF X 46-020 : août 2017 « Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie », dans ses parties afférentes au repérage avant travaux de l'amiante, est réputée satisfaire aux dispositions du présent arrêté, à l'exception des articles 4, 7, 11 et 14.

Dans le cadre des activités de retrait et d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante ou toute intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante, l'arrêté du 20 avril 2015 définit les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante : formation obligatoire pour toutes les personnes exposées.

Les travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux amiantés seront à réaliser selon les obligations réglementaires du code du travail et leur modification réglementaire depuis le 1er janvier 2012 (formation dite de sous-section 3 de la section 3 « Risques d'exposition à l'amiante »).

Une entreprise qualifiée établira donc un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage, 30 jours avant intervention, rappelant les modalités d'intervention et confirmera son évaluation des risques par une zone test au démarrage des travaux.

La saisie et la transmission des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage d'amiante (PDRE) s'effectuent via le site internet dédié www.dematamiante.travail.gouv.fr.

Les travaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante seront à réaliser selon les obligations réglementaires du code du travail (sous-section 4 de la section 3 « Risques d'exposition à l'amiante »), notamment, l'information et la formation du personnel d'encadrement et des opérateurs sur le risque amiante, le mode opératoire établi par l'employeur décrivant les modalités d'intervention et les protections mises en œuvre.

L'entreprise établira une copie du BSDA (**Cerfa n°11861*2**) au CSPS, après mise en décharge, pour que celui-ci puisse l'intégrer au DIUO.

Les intervenants auront pris connaissance des modalités techniques du guide de prévention ED 6091 de l'INRS de février 2011, intitulé « Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante ».

Lors des opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante :

- en application de l'article R.4412-94 du code du travail, l'arrêté du 7 mars 2013 définit le choix, l'entretien et la vérification des équipements de protection individuelle.

- en application des articles **R.4412-111** et **R.4412-113** du code du travail, l'arrêté du 8 avril 2013, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2013, précise les règles techniques et les moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises : il détaille les obligations lors de la préparation de l'opération; de l'utilisation, l'entretien et la vérification des équipements de travail et installations ; dans la protection des surfaces et confinements ; dans la location et le prêt de matériels et dans la traçabilité des contrôles. Il précise également les dispositions spécifiques qui s'appliquent à l'employeur sur les chantiers de retrait et d'encapsulage d'amiante concernant les accès et l'organisation des secours, la décontamination et sur les contrôles qui doivent être effectués au cours des travaux et en fin de chantier.

Voir modalités d'intervention sur le site : <https://www.reglesdelartamiante.fr>, destiné aux entreprises formées en SS4, encadrants technique de chantier et opérateurs.

Lors de principe de travail en sous-section 4, autant de chantiers test seront à prévoir pour justifier la faisabilité des travaux en milieu occupé sous les 5f/l.

Les processus tels que décrits dans le décret du 4 mai 2012 ne sont pas suffisants pour pouvoir intervenir sur site, ils seront nécessairement complétés par des chantiers tests réalisés sur site ou sur d'autres sites si ceux-ci ont été réalisés avec des stratégies d'échantillonnage établies par des laboratoires COFRAC et si ils correspondent à la même tâche.

Il sera donc considéré que tout support non diagnostiqué mais déjà repéré amianté dans les diagnostics, sera considéré amianté et nécessitera les précautions d'interventions définies dans un mode opératoire, donc ayant fait l'objet d'un chantier test.

Nota : les examens visuels restent à la charge du MO, les résultats seront diffusés au CSPS

Le Maître d'Ouvrage mettra à jour le dossier technique amiante à la fin de l'opération.

PLOMB :

Voir préconisation pour la réalisation d'un diagnostic plomb avant travaux à destination des diagnostiqueurs et des donneurs d'ordre de mars 2014 : https://centre-val-de-loire.dreets.gouv.fr/sites/centre-val-de-loire.dreets.gouv.fr/IMG/pdf/Diagnostic_plomb_basse_def.pdf

- Tout repérage plomb – recherche de plomb avant travaux dans les revêtements et matériaux et produits de construction dans les immeubles bâtis sera réalisé selon les exigences de la dernière norme NF X46-035 (juin 2021).

Voir rapport de diagnostic du plomb dans les revêtements avant travaux de restauration l'assainissement et des réseaux d'eau et mise aux normes électriques, établi par AUGERIS (réf RPb-220B227-12-0218), du 12/11/2012.

Voir rapport de diagnostic plomb dans les revêtements avant travaux établi par AUGERIS (réf RPb-220E109-24-0074), du 25/03/2024.

Voir rapport de diagnostic plomb dans les revêtements avant travaux établi par AUGERIS (réf RPb-220E109-24-0074-Version C), du 20/11/2024.

Pour les travaux sur peintures au plomb, il sera demandé aux entreprises d'intégrer ce risque dans leur PPSPS, suivant la **note INRS ED 6374 de novembre 2020** et le guide plomb de l'OPPBTP (voir lien en annexe), et de faire effectuer ces tâches par du personnel formé pour ces travaux et à jour du suivi médical spécifique risque plomb.

Une liste du personnel sera donc jointe aux PPSPS justifiant les identités du personnel pouvant réaliser ces ouvrages.

Après un repérage précis, l'entreprise proposera un mode opératoire d'intervention sur le principe du traitement du risque plomb en début de chantier, de façon à ne plus exposer au cours des travaux, les intervenants des différents corps d'états à ce risque.

L'évaluation des risques des entreprises, intégrant le risque plomb sera retranscrite sous forme de **méthodologie** de travail décrivant les protections individuelles (exemple : combinaison jetable, masque et gants jetables) et les protections collectives (exemple : SAS statique et pédiluve).

Ces méthodologies comprendront également la sensibilisation des salariés au risque plomb et leur suivi médical.

L'entreprise devant réaliser les travaux devra adapter sa **méthodologie** afin de réduire au maximum l'émission de poussières en fonction des résultats du diagnostic plomb avant travaux.

Choisir la technique d'intervention la moins polluante (exemples : éviter le sablage/grenailage, préférer le recouvrement au retrait des peintures par décapage mécanique ou chimique, utiliser des outils manuels peu émissifs)

Les éléments démontables seront traités autant que possible en atelier, hors du chantier.

Lors du traitement des éléments contenant du plomb, celui-ci sera réalisé avec un décapant bio.

Le Maître d'Ouvrage mettra à jour le dossier technique à la fin de l'opération.

3.3 DESCRIPTION DE L'OUVRAGE

3.3.1 Terrassements/fondations

Sans objet.

3.3.2 Voiles périphériques de l'infrastructure

Sans objet.

3.3.3 Opération

L'opération consiste en des travaux de :

- Dépose en conservation des éléments de décors et la protection des œuvres
- mise en accessibilité de l'accès cour par un élargissement du pavage
- mise en place d'une rampe d'accès amovible pour l'accès au RDCB des ADC
- création d'une entrée PMR Musée dissociée dans la descente à couvert
- création de sanitaires PMR
- création d'une banque d'accueil accessible
- réfection intégrale des installations électriques, comprenant TGBT et alimentation des tableaux divisionnaires,
- isolement des limites avec les différents ERP sur le site,
- isolement des zones comportant des locaux à risque,
- mise en place d'un système de désenfumage dans l'escalier de service du musée,
- enclousonnement de l'escalier de service du Musée,
- mise en place d'un système de sécurité incendie, avec détection incendie largement étendue,
- etc...
- Repose des éléments de décors et le démontage des protections œuvres

3.4 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

3.4.1 Bâtiments environnants

L'opération se situe dans une zone urbanisée, constituée d'immeubles d'habitation, de bureaux et de locaux d'activité, en exploitation.

Les bâtiments de R+1 à R+2+Combles, sur un niveau de sous-sol, est un Musée Historique avec le maintien d'une activité réduite :

Personnel des Arts décoratifs : agents de sécurité, conservateurs, restaurateurs.

En particulier 3 restaurateurs de mobiliers travailleront dans l'Hôtel particulier pendant la période de travaux.

Une coactivité chantier / personnel du Musée / public sera à prendre en considération.

Les travaux seront néanmoins effectués dans des emprises interdites au public pendant la durée de l'opération et avec des horaires aménagés (travaux bruyants, approvisionnements et évacuations).

Les zones travaux seront protégées à l'avancement du chantier de façon à éviter la dispersion des poussières et l'accès au public.

Chaque lot a à sa charge toutes les protections de l'existant, des circulations, éléments architecturaux, mobilier, etc... par tous moyens.

Chaque lot est chargé des balisages, barriérage et signalisation nécessaire au guidage du public, en dehors des zones travaux.

3.4.2 Interdictions de survol *Sans objet sur cette opération.*

3.4.3 Réseaux

A définir précisément lors de la visite préalable, puis confirmation par sondages de l'entreprise.

Les réseaux du bâtiment existant seront identifiés et protégés par l'entreprise de façon à faciliter la réalisation des ouvrages.

Mise à disposition d'un point d'eau.

Mise à disposition du tableau à équiper de coffrets de chantier.

RAPPEL TEXTE DE REFERENCE à prendre en compte:

Risques électriques :

- Décret n°2010-118 du 22 septembre 2010, relatif aux opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage et circulaire DGT 2012/12 du 09 octobre 2012 relative à la prévention des risques électriques.

Ces opérations sont effectuées par des travailleurs habilités (art. R.4544-9 du code du travail). Les travaux sous tension sont effectués par des travailleurs titulaires d'une habilitation spécifique (art. R.4544-11 du code du travail), selon les modalités définies par la norme NF C 18-510.

Il est imposé à l'employeur dans certaines situations et selon les cas de former ses salariés, de les habilitier, enfin de leur remettre un carnet de prescriptions :

Les personnes amenées à intervenir sur ou à proximité des installations électriques devront avoir été formées et habilitées.

La consignation d'une installation ou partie d'installation ou d'un ouvrage est à effectuer par un **chargé de consignation**, formé et habilité (habilitation BC ou HC), désigné par l'employeur.

*Les travaux d'ordre électrique ou non électrique seront confiés un **chargé de travaux**, formé et habilité (habilitation B2 ou H2), désigné par l'employeur. Le chargé de travaux est responsable des travaux qui lui sont confiés ainsi que de **la mise en place des dispositions destinées à assurer la sécurité** de l'ensemble de son équipe et de la sienne.*

3.4.4 Chantiers limitrophes :

Chantier voisin en cours.

3.4.5 Conditions climatiques :

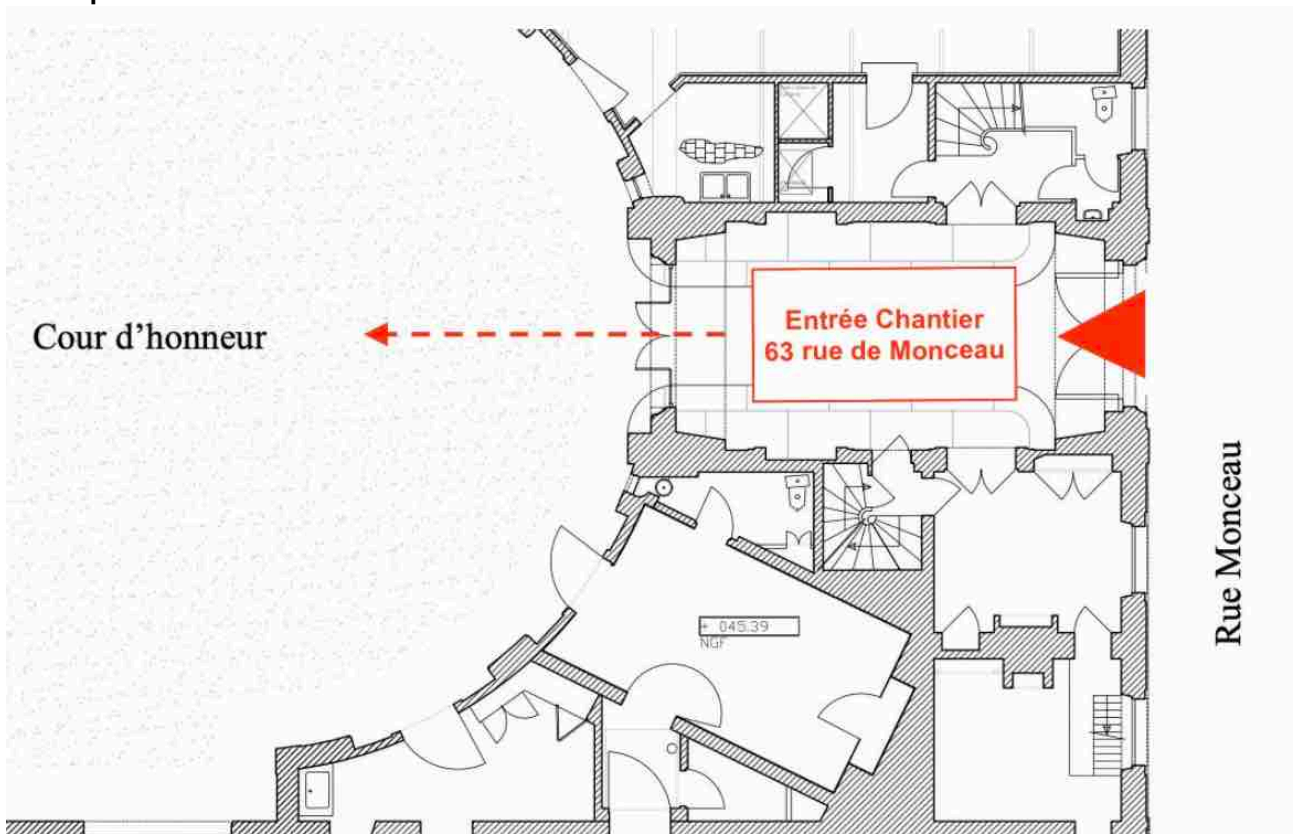
Région Ile de France.

3.5 ACCES AU CHANTIER : ITINERAIRE OBLIGATOIRE

rue de Monceau, (voie pavée, à sens unique + stationnement côté opposé), à PARIS



Accès personnel :



3.5.1 Voies existantes

Chaque lot aura à sa charge, pendant toute la durée du chantier, l'entretien des emprises chantier et de la voirie existante (clôtures, nettoyage, signalisation, etc...), les **protections nécessaires de l'existant** (cheminements, escaliers, éléments architecturaux, mobiliers, etc...), **par tous moyens**.

Les accès au chantier seront définis dans le Plan d'Installation de Chantier.

Accès livraisons possible de plain-pied depuis le Domaine Public (aucun stockage autorisé en dehors des emprises chantier).

Déchargement puis stockage dans une aire de stockage spécifique.

Obligation pour les évacuations de gravois, d'éviter toute salissure des abords et du domaine public.

Si les abords ne sont pas maintenus en état pendant la durée des travaux, le coordonnateur pourra demander au **lot principal** de prendre en charge la remise en état et d'assurer la stabilité des abords aussi souvent que nécessaire.

Il est précisé que les voies pompiers, les issues de secours devront rester dégagées en permanence.

Aucun levage au-dessus des cheminements piétons.

3.5.2 Voies à créer :

Le lot principal réalisera en phase préparation de chantier, un projet de Plan d'installation de chantier qui sera soumis pour accord, à la Ville et au CSPS.

L'ensemble des aménagements liés au bon fonctionnement du chantier est à la charge du lot principal (clôtures, signalisation, voiries provisoires, etc. ...).

Aménagement par **le lot principal**, du cantonnement, d'une aire de stockage, des voies nécessaires à la réalisation du chantier et suivant le plan d'installation de chantier accepté, afin d'assurer la réalisation des ouvrages dans des conditions satisfaisantes de sécurité et accéder aux installations de chantier.

Réservations d'une emprise, de stationnements, dévoiement des piétons, signalisation sur le Domaine Public, afin de permettre le déchargement des véhicules.

Aire de stockage sur trottoir (demande + emprise), à charge de l'entreprise.

Le lot principal aura à sa charge toutes les demandes d'arrêtés d'occupation du Domaine Public auprès du service voirie de la Mairie et des coûts des aménagements correspondants.

Le lot principal veillera à ce que des accès propres et dégagés au bâtiment et au cantonnement permettent au personnel de circuler dans des conditions satisfaisantes, en permanence. Le cas échéant, il les aménagera.

Il est rappelé que :

Les abords devront être accessibles par tous temps de façon à pouvoir permettre les déplacements de véhicules de livraison et de personnels dans des conditions satisfaisantes de sécurité et également permettre l'assise des échafaudages de pied.

L'entreprise réalisera toutes voies stabilisées et sécurisées (platelages, garde-corps, grillage vertical, etc...), nécessaires au déplacement lors des travaux.

Ces aménagements et l'entretien sont à la charge du lot principal.

3.5.3 Fléchages, signalisations

Le lot principal est chargé de l'installation et de la maintenance, jusqu'à la réception de l'ouvrage, de la signalisation, du fléchage et de la signalétique, en adéquation avec les spécificités du projet, les recommandations des services techniques de la ville et les règlements en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité.

Le lot principal assurera sur le site l'affichage réglementaire comprenant une signalisation générale « chantier interdit au public » et un balisage de déviation des piétons, sur chacun des accès au site en travaux et pour chaque phase du chantier.

Un plan de phasage sera établi par les entreprises en phase de préparation de chantier, faisant apparaître :

- les emprises par phases.
- les cheminements piétons pour le public.
- les protections mises en place pour éviter toute co activité (clôtures, grillage, signalisation).

Une emprise de stationnements suffisante, sera réservée pendant la durée du chantier de façon à pouvoir décharger les livraisons sans perturber la circulation existante (demande à faire au service voirie de la Mairie).

Les accès au chantier devront être clairement signalés de façon à ce que les livraisons ne perturbent pas la circulation sur le Domaine Public.

Mise en place de signalisation temporaire : voir ouvrages réf. D6 G 08 17 « Signalisation Temporaire » et D6 H 03 15 « Signalisation temporaire de chantier » de l'OPPBTB.

3.5.4 Branchements à créer

Les raccordements aux réseaux et les sous comptages sont à la charge, du lot principal:

Pour les besoins en eau (alimentation et évacuation),

Pour les besoins en électricité,

Ces raccordements concernent les besoins de l'ensemble du chantier, ces raccordements seront en nombre suffisants pour que tout intervenant puisse effectuer la réalisation de ses ouvrages.

Point d'eau mis à disposition.

A charge du **lot principal**, de mettre en place une installation électrique de chantier, avec protection 30Ma.

3.5.5 Modifications de l'environnement dues au chantier

L'implantation des aires de stockages et de chargements/ déchargements devra se faire dans des emprises chantiers protégées.

Le lot principal devra obtenir les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des installations définies ci-dessus, préalablement au démarrage des travaux.

3.5.6 Feux de signalisation, rétrécissements, ralentisseurs, passages piétons

Les livraisons seront effectuées dans des emprises protégées, elles se feront en respectant le code de la route.

Le Plan d'Installation de Chantier et le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons (DHOL) seront réalisés par le lot principal en phase de préparation de chantier (emprises cantonnement, emprise aire de chargement, emprise zones de stockage, dévoiement des cheminements piétons, signalisation de chantier, etc....) et seront diffusés pour avis au CSPS, au MO et à la Mairie pour la prise d'arrêtés.

L'implantation des aires de chargement/déchargement devra se faire dans une emprise protégée.

L'entreprise devra obtenir les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des installations définies ci-dessus, préalablement au démarrage des travaux.

Les voiries pompiers doivent rester libres durant la durée des travaux.

Mise en place de signalisation temporaire : voir ouvrages réf. D6 G 08 17 « Signalisation Temporaire » et D6 H 03 15 « Signalisation temporaire de chantier » de l'OPPBTB.

3.5.7 Desserte du chantier pour le personnel

Possibilité de stationnement de véhicules particuliers à proximité du site, sur le Domaine Public.

3.5.8 Horaires du chantier

- horaires de travail : 07h45 – 19h00 du lundi au vendredi.
- horaires de livraison : mêmes horaires

Les travaux bruyants, les approvisionnements et évacuations seront à effectuer en minimisant les nuisances.

Ville de Paris :

Les travaux bruyants sont interdits en tous lieux et aux horaires suivants :

- avant 7 heures et après 22 heures les jours de semaine
- avant 8 heures et après 20 heures le samedi
- les dimanches et jours fériés

3.6 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les installations de chantier seront à clôturer dans leur intégralité par une palissade mise en place et entretenue par le lot principal.

Le cantonnement comportera un vestiaire, un réfectoire et des sanitaires adaptés à l'effectif. (voir équipements détaillés en Annexe), il sera à aménager (vestiaires, bancs, table, chaises, MO, frigo, etc...), jusqu'à la fin de l'opération, par le lot principal.

Le **lot principal** a à sa charge l'entretien du cantonnement, un nettoyage quotidien sera pris en charge par le MO.

Ce cantonnement sera équipé :

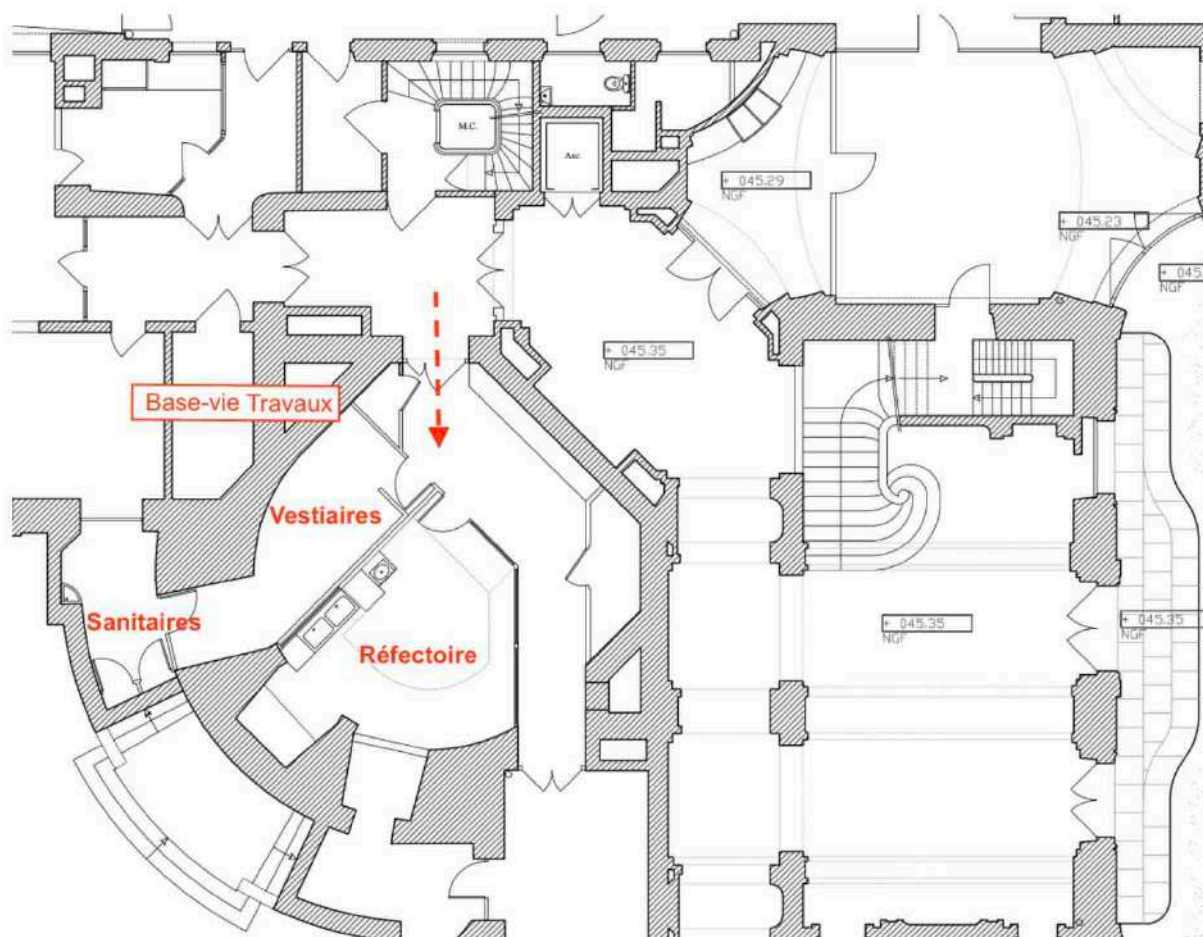
- d'un extincteur ;
- d'une trousse de secours ;
- de la fiche d'information des consignes à suivre en cas d'accident ;
- de la liste du personnel travaillant sur le chantier (nom, nationalité, fonction) ;
Chaque entreprise tiendra à jour une liste du personnel, celle-ci sera émargée quotidiennement par les salariés présents
- du Plan d'Installation de Chantier à jour

En cas de défaillance sur le nettoyage du cantonnement, le coordonnateur se garde le droit de faire procéder au nettoyage des locaux par une entreprise extérieure aux frais de l'entreprise défaillante.

Les installations de chantier seront à clôturer dans leur intégralité par une palissade, mise en place et entretenue par l'entreprise.

3.6.1 Emplacement des installations de chantier

Les installations de chantier et sanitaires seront situées dans le bâtiment, au RDC Bas du Musée.



3.6.2 Clôtures

A charge du **lot principal**, de mettre en place toutes les clôtures nécessaires à la bonne réalisation du chantier.

La mise en place et l'entretien des clôtures neuves en bacs métalliques galvanisés prélaqués nervurés, d'une hauteur > à 2.00 M et des portails sont à la charge du **lot principal**.

Les clôtures comporteront des entrées et sorties de chantier, des portillons piétons en nombre suffisant, ainsi que l'affichage réglementaire (panneau de chantier, « chantier interdit au public », « port du casque obligatoire »).

Prévoir une palissade, clôture grillagée en périmétrie des installations de chantier des aires de stockage et des aires de travail.

Les aires de stockage sur le site seront à clôturer en permanence.

Les évolutions d'engins se feront dans des zones clôturées.

Le lot principal est également chargé de l'affichage sur le chantier, de la déclaration préalable que lui adresse le CSPS.

4 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SÉCURITÉ

Le Plan d'Installation de Chantier fera figurer :

- accès
- voies de circulation
- installations sanitaires
- points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- zones de stockage
- dimensions des aires de stockage
- charges admissibles
- nature du terrain
- hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)
- etc....

et sera accompagné du Document Harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL), complété par l'entreprise.

4.1 VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS HORIZONTALES OU VERTICALES

Il sera mis en place une organisation des livraisons sur le chantier selon la Recommandation 476 afin de réduire les risques auxquels peut être exposé tout salarié lors des opérations de livraison ou de reprise de matériaux de construction sur le chantier :

<https://www.ameli.fr/sites/default/files/Documents/31348/document/r476.pdf>

4.1.1 Plan de circulation

Sans objet.

4.1.2 Réglementation de circulation

Application du code de la route pour l'opération.

4.1.3 Zone de stationnement pour les livraisons :

Stationnement dans des emprises chantier sur des aires stabilisées tous tonnages et entretenues par le **lot principal**.

Pas de stationnement ou d'aire de livraison sur les voies pompiers.

4.1.4 Régulation du trafic

Chaque lot mettra à disposition un homme trafic, pour réguler les problèmes de circulation.

Cette personne sera compétente et aura reçu la formation nécessaire au guidage des véhicules ou engins de chantier.

4.1.5 Circulations verticales et horizontales

Il sera mis en place les moyens de transport et de manutention verticaux selon la Recommandation 477 :

Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers, de l'INRS, adoptée par le CTNB du 07 avril 2015 :

<https://www.preventioncgss971.fr/outils-publications/documents-utiles/documents-entreprises/documents-par-secteurs-d-activite/batiments-et-travaux-publics/guides-recommandations/r477-mecanisation-du-transport-vertical-des-personnes-et-des-charges-sur-les-chantiers-construction-rehabilitation-entretien-d-ouvrages>

4.1.5.1 Personnel

Le personnel se déplacera sur le site par les cheminements intérieurs après mise en place de protections, par tous moyens, des circulations, éléments architecturaux, mobiliers, etc....

Néanmoins, le coordonnateur pourra demander tout balisage complémentaire pour limiter les interférences entre le personnel et les éventuels véhicules chantier.

Dans le bâtiment, le lot principal aura à sa charge la réalisation de circulations protégées, dégagées et éclairées.

4.1.5.2 Approvisionnements/Évacuations

Les approvisionnements se feront **mécaniquement**, sous l'accord du coordonnateur SPS, dans une emprise réservée au déchargement/chargements.

Ils seront immédiatement stockés de façon à ne pas gêner les accès ou les zones de circulation, aussi bien intérieures qu'extérieures aux bâtiments.

Tout constat de dégradation des abords du chantier sera répercuté à l'entreprise titulaire qui devra prendre à sa charge le nettoyage permanent des voies d'accès au site et des voies de dessertes intérieures.

Les approvisionnements côté Domaine Public seront soumis à autorisation.

4.2 CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION

4.2.1 Manutentions manuelles :

Le travail sera organisé de manière à limiter les manutentions manuelles, les chefs d'établissements équiperont leur personnel des éléments techniques adaptés à la réalisation de leurs ouvrages.

En aucun cas la charge manuelle ne devra dépasser les 25 Kg.

Il sera assuré la continuité du roulage des charges depuis les aires de livraisons jusque dans les étages (phasages, largeurs provisoires de passage, rampes, etc...).

4.2.2 Engins de levage :

Avant de choisir un engin, un appareil de levage, un échafaudage..., l'entreprise réalisera un **examen d'adéquation**, afin de s'assurer que l'équipement de travail sera adapté à l'opération à réaliser, et qu'il pourra être utilisé conformément à la notice d'instructions du fabricant.

Les conducteurs des engins de levage seront en possession de leur CACES, ainsi que de leur autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise.

Les engins de levage seront conformes à la réglementation en vigueur et seront munis de leur certificat de conformité.

4.2.3 Moyens de manutention verticale (R+2+Combles) :

Les **approvisionnements extérieurs** se feront par des **moyens de manutention mécanique adaptés** mis en place par le **lot principal**.

Ces moyens seront vérifiés avant mise à disposition.

La zone de levage sera clôturée au sol, en journée, pour empêcher tout accès sous la charge.

Les chariots élévateurs ou grues mobiles seront utilisés dans des zones spécifiques balisées ou signalées de manière à éviter tout risque d'intrusion de personnel dans les zones d'évolutions de ceux-ci.

4.2.4 Interférence entre grues

L'éventuelle mise en place d'une grue de levage nécessitera que l'entreprise soit en possession :

- *des autorisations de survols des propriétés concernées et des arrêtés communaux.*
- *d'une étude relative aux appuis de celle-ci, compte tenu de la complexité des sous-sols existants.*

Toute intervention d'un engin de levage de type grue mobile, ne pourra être validée par le CSPS qu'après une étude préalable par l'intervenant, des risques exportés lors des opérations de levage.

4.2.5 Responsabilité lors des opérations de levages

Les conséquences des accidents ou incidents sont à la charge du commanditaire qui reste responsable de l'opération de levage.

Les risques supportés par la marchandise transportée sont à la charge exclusive du chauffeur de l'engin qui accepte de prendre en compte le levage.

Les appareils de levage sont à la charge et de la responsabilité de l'Entrepreneur effectuant le levage.

L'entrepreneur bénéficiaire du levage devra désigner un responsable de l'élingage et fournir les élingues spécifiques nécessaires au levage.

4.2.6 Accrochages sur façades ou autres

L'éventuelle pose d'un échafaudage de pied ne pourra se faire qu'après validation par l'entreprise de la résistance des points d'accrochage (façades existantes).

A aucun moment un point d'ancrage ne pourra être déposé par un autre intervenant que le monteur.

Les vérifications des échafaudages devront spécifier la quantité de points de fixations dans la structure.

4.3 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE, CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX, DECHETS, DECOMBRES, GRAVATS NOTAMMENT CEUX PRESENTANT UN RISQUE PARTICULIER

4.3.1 Zones et conditions de stockage

Les aires de stockage seront stabilisées et balisées.

Il est rappelé que les bouteilles de gaz seront stockées debout dans un local spécifique et en quantité limitée sur le site.

4.3.2 Conditions d'enlèvement des déchets, décombres, gravats

Les déchets seront évacués quotidiennement par chaque intervenant.

Il sera effectué un tri et une collecte sélectifs

Lors de la mise en place de bennes :

Une zone de regroupement sera balisée à l'aide de clôtures « HERAS » et identifiable à l'aide de panneaux (DIS, DIB, VERRE, FERREUX,...).

Toutes les bennes doivent :

- soit comporter une fermeture verrouillée par cadenas,
- soit être évacuées tous les soirs.

Les bennes laissées sur le site en dehors des heures d'ouverture de chantier seront verrouillées et éloignées de toutes façades. Dans tous les cas, elles seront évacuées chaque vendredi, au plus tard à 18h00.

Les entreprises se chargeront des demandes d'occupation du Domaine Public.

L'élimination ou l'évacuation des matériaux présentant un risque particulier sera assurée par un Entrepreneur spécialisé vers une décharge normalisée.

Les bons de mise en décharge seront remis au Maître d'Ouvrage à l'avancement du chantier.

- Déchets dangereux, déchets amiantés et déchets non dangereux : (depuis le 1^{er} janvier 2022)

*L'élimination des déchets dangereux et déchets amiantés doit désormais se faire obligatoirement par l'établissement de **bordereaux de suivi de déchets électroniques**. Ils doivent être complétés, avec le même formalisme et les mêmes informations que les bordereaux de suivi de déchets papier qu'ils remplacent, sur la plateforme Trackdéchets disponible ici : <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>*

*Cette plateforme, créée par l'État – Ministère de l'écologie, est **d'utilisation obligatoire** pour la création des **bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD)** et **bordereaux de suivi de déchets amiantés (BSDA)**.*

Une fois vos déchets éliminés (et donc vos BSD complétés et signés par toutes les parties : producteur – transporteur – éliminateur), les données enregistrées électroniquement seront automatiquement déversées dans le registre national des déchets.

Il est fortement conseillé, d'utiliser cette plateforme également pour l'enregistrement des bordereaux de suivi de déchets « classiques » (BSD) lors de l'élimination de déchets non dangereux. Les données seront alors automatiquement conservées dans le registre national électronique.

Le tutoriel d'explication destiné aux producteurs de déchets est disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=cqcOscJF34U>

4.3.3 Brûlage des matériaux

Le brûlage des matériaux est interdit sur le site.

4.3.4 Vérification de la nature des stocks

Le Coordonnateur sécurité a accès à toutes réserves ou magasins afin de pouvoir faire vérifier la nature des produits stockés (matières dangereuses ou explosives) par le laboratoire de la CRAM ou le Médecin du travail.

Tout matériau présentant des risques particuliers devra faire l'objet d'une déclaration auprès du Maître d'œuvre et du Coordonnateur sécurité. L'Entrepreneur devra produire les fiches toxicologiques correspondantes.

Il est strictement interdit d'introduire sur site tout produit ou matériau qui n'aurait pas de rapport avec le chantier.

Produits utilisés :

Les PPSPS contiendront les FDS de l'ensemble des produits utilisés.

L'utilisation de produits en phase aqueuse est à privilégier.

4.4 PROTECTIONS COLLECTIVES

Chaque entrepreneur fera ressortir dans son PPSPS l'utilisation de protections collectives.

Les protections de trémies, baies, planchers, etc..., sont à la charge de l'entreprise.

La dépose de protections collectives en place ne pourra se faire qu'après mise en place au préalable d'une protection collective provisoire.

Il est rappelé que les travaux en hauteur devront se faire sur des échafaudages de pied, des échafaudages mobiles, des Plateformes Individuelles Roulantes (PIR) ou à l'aide de Plateformes Élévatrices Mobiles de Personnes (PEMP).

Les échafaudages seront vérifiés par une personne compétente avant mise à disposition, les travaux sur échelles sont interdits.

Pour les travaux en toiture, l'entreprise a à sa charge la sécurisation au droit de l'opération et la protection collective contre les risques de chutes des toitures et trémies, elle assurera autant que de besoin les zones non protégées par des protections collectives provisoires (type garde-corps de chantier et filets, mise en place de filet au droit des trémies, etc...).

4.4.2 Mesures de coordinations envisagées pour permettre l'intégration de la sécurité

Passation des consignes entre les intervenants lors des réunions hebdomadaires, consignation au registre journal.

4.4.3 Maintenance des protections collectives

A charge de **chaque entreprise**, de maintenir en **permanence** les protections collectives.

L'entreprise se chargera de la maintenance de l'échafaudage si elle en a effectué la pose, auquel cas elle se chargera de contacter le poseur.

4.4.4 Carence d'un Entrepreneur

Un entrepreneur qui ne respecterait pas les règles de maintien des dispositions prises en matière de protections collectives, se verrait immédiatement renvoyé du chantier et subirait les conséquences de son acte.

4.4.5 Rebouchage réservations provisoires

L'entrepreneur mettra en place des platelages arasants dans toutes les trémies et s'assurera de leur maintien ou modifications nécessaires à l'avancement du chantier.

4.5 PROTECTION ET CONTROLE DES ACCES

Le coordonnateur prend les dispositions nécessaires pour que **seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier** (article R4532-16 du code du travail, il veillera à :

- **la bonne mise en place des clôtures périmétriques, portails et portillons d'accès, par l'entreprise**
- **la bonne mise en place de l'affichage réglementaire (chantier interdit au public sur chacun des accès au site) par l'entreprise**
- **à la diffusion de la liste du personnel**
Chaque entreprise tiendra à jour une liste du personnel, celle-ci sera émarginée quotidiennement par les salariés présents.
- **au port de la carte BTP par le personnel.**

4.5.1 Nature

Les accès aux zones chantier sont clôturés et inaccessibles au public.

4.5.2 Surveillance accès au chantier

Accès personnel :

L'entrepreneur devra adresser avant le début du chantier la **liste** et la carte d'identité ou titre de séjour de **l'ensemble de ses personnels travaillant sur le chantier** à : sarah.feriaux-rubin@madparis.fr

L'**accès** au chantier se fait par le **63, rue de Monceau 75008 PARIS**

Chaque **matin**, le personnel se présente à l'**accueil**, **signe le registre** de présence et **récupère son badge** chantier.

Chaque **fin de journée**, le personnel **signe le registre** de sortie et **dépose son badge** chantier.

Le personnel sera badgé de façon à ce que l'encadrement puisse immédiatement identifier tout intervenant.

Les cartes BTP devront pouvoir être vérifiées, d'après une liste de personnel établie par le chef d'entreprise, sur papier entête de la société, qui devra pour chaque entreprise être consultable sur le site.

L'entreprise tiendra à jour une liste du personnel, celle-ci sera émarginée quotidiennement par les salariés présents.

Tout intervenant ou entreprise ne respectant pas ce principe de contrôle sera exclu du chantier.

Le salarié devra être en possession de sa « carte d'identification professionnelle » établie à partir de la déclaration effectuée auprès de l'Union des caisses de France – Congés intempéries BTP (<https://portail.cartebtp.fr/auth/authentification>).

Le dispositif ci-dessus est complété par un badge porté sur le bras indiquant le logo du MO + le nom de l'entreprise, le nom de l'intervenant.

4.5.3 Fermetures provisoires

Chaque entreprise doit veiller à la fermeture **permanente** des accès au chantier.

4.5.4 Gardiennage : Sans objet

4.6 ELECTRICITE DE CHANTIER

RAPPEL réglementaire : Décret du 30 août 2010 : Les personnes amenées à intervenir sur ou à proximité des installations électriques devront avoir été formées et habilitées.

A charge du **lot principal** de réaliser et de faire vérifier, par un organisme agréé, l'électricité de chantier.

Le PV de vérification de l'installation sera disponible sur le site.

Lors des travaux intérieurs, les installations fixes et les installations temporaires devront répondre à la norme NF C 15-100.

Des travaux seront réalisés à l'aide d'outillage électrique portatif.

Mise en place de protection différentielle haute sensibilité 30 mA sur toute installation.

Voir fiche prévention GA F 03 12 de l'OPPBTP : « Installation électrique provisoire intérieure des chantiers de bâtiment.

4.6.1 Distribution

Coffrets comprenant :

- un dispositif de protection différentielle à haute sensibilité (disjoncteur ou interrupteur) d'intensité assignée au moins égale à 16 A, remplissant également la fonction de coupure d'urgence.
 - 4 prises de courants 2 x 10/16 A + T.
- Au RDC et tous les quatre niveaux à partir du 5^{ème} étage, le coffret comprendra un dispositif de protection différentielle à haute sensibilité d'intensité assignée au moins égale à 32 A et, en plus des 4 prises 2 x 10/16 A + T, une prise de courant 3 x 20 A + T.

Aucun point du bâtiment, à chaque niveau, ne doit être distant de plus de 25 mètres de l'un des coffrets précédents.

4.6.2 Consignation et dé consignation d'énergie

Coupure générale sur l'armoire de chantier.

La consignation d'une installation ou partie d'installation ou d'un ouvrage est à effectuer par un chargé de consignation, formé et habilité (habilitation BC ou HC), désignée par l'employeur.

4.6.3 Éclairage général

Mise en place un **éclairage provisoire** afin de sécuriser les **circulations** et les **zones de travail**, à charge du **lot principal**.

4.6.4 Éclairage de secours :

Installation d'éclairage permettant l'évacuation + balisage, si nécessaire.

4.6.5 Prises de courant

Armoires de chantier interentreprises en nombre suffisant, munies de disjoncteurs haute sensibilité; dimensionnement de l'installation électrique (puissance distribuée, nombre de branchements) adapté aux besoins du chantier; branchements spécifiques séparés pour certains corps d'état si nécessaire.

4.6.6 Enceintes conductrices

(règles particulières aux enceintes très conductrices : éclairage TBTS, transformateur de sécurité à séparation de circuit ...).

4.6.7 Entrepreneur responsable

Le **lot principal** aura à sa charge l'entretien du matériel électrique et la vérification par un organisme agréé.

4.7 MESURES PRISES EN MATIERES D'INTERACTION SUR LE SITE

4.7.1 Dispositions prises pour l'interactivité

Il appartient à l'Entrepreneur exportant un risque de prendre toutes les dispositions et les modes opératoires nécessaires pour éviter ce risque et protéger les Entrepreneurs en coactivité. Chaque entrepreneur fera ressortir dans son PPSPS les travaux à risques exportés.

4.7.2 Travaux superposés

Prévoir planning afin de supprimer les travaux superposés.

Exceptionnellement, s'il y a lieu d'envisager, compte tenu de l'avancement du projet, l'impossibilité d'empêcher la superposition des tâches, l'Entrepreneur exportant le risque devra prendre toutes dispositions afin de protéger son personnel et celui des autres Entrepreneurs.

4.7.3 Prévention des risques dus aux chutes d'objets

Les échafaudages utilisés doivent être conçus conformément à la réglementation et munis de plinthes d'une hauteur de 15 cm au moins.

Pour les tranchées dans lesquelles travailleront des personnels, un balisage périphérique ou un blindage dépassant de 1.00m au-dessus du sol extérieur, seront en place.

4.7.4 Travaux présentant un risque spécifique

Ces travaux seront mentionnés au coordonnateur SPS à travers le PPSPS de chaque entrepreneur.

4.8 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES

4.8.1 Aspiration, ventilation de locaux confinés

4.8.2 Limitation des nuisances

Chaque entrepreneur indiquera les travaux dépassant 85 db, rejetant des gaz toxiques sur le site, dégageant des poussières, et proposera une solution pour palier à ces contraintes vis à vis de son personnel mais surtout vis à vis des autres intervenants, à travers son PPSPS. Il aura à sa charge, la mise en place de moyens communs adaptés à la prévention de ces nuisances.

Bruit : Réduire le nombre de salariés exposés, installer des panneaux acoustiques, des pièges à sons, utiliser des machines équipées de dispositifs d'insonorisation.

Gaz d'échappement : Privilégier les engins et les matériels électriques. Utiliser des engins thermiques diesel équipés de filtres à particules. Capturer à la source les polluants. Mettre en place une installation de ventilation.

Poussières : Privilégier la projection de béton par voie humide. Mettre en place des dispositifs permettant de rabattre les poussières (rampes ou canons de brumisation) ou de capturer à la source les émissions.

4.8.3 Matériels employés

La liste du matériel dangereux employé sur site sera jointe au PPSPS, ainsi que la liste des personnes compétentes pour l'utilisation. (gammadensimètre, lazer.....)

4.9 TRAVAUX SPECIFIQUES

4.9.1 Risques d'explosion et d'intoxication

Les matériaux provoquant des risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre, colles, résines, peintures, matériaux d'isolation (mousses de polyuréthane) ; seront stockés dans des endroits spécifiques, ventilés.

Préalablement à l'exécution, l'Entrepreneur devra communiquer au Coordonnateur sécurité les fiches de données de sécurité des matériaux mis en œuvre.

4.9.2 Utilisation d'explosifs :

Sans objet.

4.10 CONDITIONS DE TRAVAIL

4.10.1 Travaux en vide sanitaire :

Sans objet.

4.10.2 Manutentions manuelles

Les PPSPS devront tenir compte des recommandations des CSE.

Si un Entrepreneur met en place des moyens de levage mécanique, ces matériels devront être conformes à la réglementation en vigueur. L'Entrepreneur devra notamment pouvoir présenter un certificat de contrôle des matériels datant de moins de 6 mois. Le PPSPS indiquera la personne habilitée à installer et à manœuvrer le matériel. En outre, le personnel devra justifier d'une formation spécifique.

4.10.3 Sanitaires : Voir paragraphe 3.6

4.10.4 Travail isolé

Les postes de travail isolé comporteront toujours deux travailleurs.

5 SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

5.1 CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

3 restaurateurs mobilier travailleront dans l'Hôtel particulier sur des meubles restés sur place pendant le chantier préparatoire

Restauration des 6 tapisseries du Grand Bureau les 6-7-8 janvier 2025.
Sur ces dates le Grand bureau sera inaccessible.

5.2 ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS, COMMERCIAUX, AGRICOLES A L'INTERIEUR OU AU VOISINAGE DESQUELS SE SITUE LE CHANTIER

Musée Historique

6 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

6.1 CANTONNEMENTS ET BUREAUX DE CHANTIER

6.1.1 Cantonnements

Il est prévu sous forme d'un **aménagement de locaux**, dans le bâtiment, à charge du **lot principal**.

Ce cantonnement sera équipé :

- d'un téléphone ;
- d'un extincteur ;
- d'une trousse de secours ;
- de la fiche d'information des consignes à suivre en cas d'accident ;
- de la liste du personnel travaillant sur le chantier (nom, nationalité, fonction), élargée quotidiennement par les salariés présents
- du plan de l'installation de chantier à jour.

Le cantonnement est à la disposition de tous les intervenants et sera mis en œuvre dès le démarrage des travaux.

Le **lot principal** a à sa charge l'entretien du cantonnement, un nettoyage quotidien sera pris en charge par le MO.

Hébergement des travailleurs : sans objet sur l'opération.

6.1.2 Bureaux de chantier: Sans objet.

6.1.3 Autres locaux : Sans objet.

6.2 NETTOYAGE DU CHANTIER

6.2.1 Règles générales de nettoyage du chantier

A charge de **chaque intervenant** d'évacuer **quotidiennement ses gravois**, le coordonnateur mettra en demeure, tout intervenant ne nettoyant pas ses gravois.

En cas de défaillance d'un intervenant sur ce point, le Maître d'Œuvre missionnera une entreprise extérieure de nettoyage pour palier à la carence et répercutera sur les situations les montants à prélever pour régler les dépenses de nettoyage.

Le nettoyage permanent des abords et accès de chantier est à la charge de chaque intervenant, du début, jusqu'à la fin du chantier.

Dans tous les cas, une attention particulière est à porter sur le nettoyage fin et quotidien des zones chantier.

6.2.2 Évacuation des gravats (cf. 4.3.2.)

6.2.3 Nettoyage des véhicules sortants Sans objet.

6.2.4 Carence d'un Entrepreneur

Le coordonnateur se garde le droit de mettre en place tout moyen pour palier à la carence de l'entrepreneur défaillant, et de lui répercuter par la suite sur son marché, le coût de sa défaillance.

6.2.5 Nettoyage avant réception

A charge de **chaque intervenant** de nettoyer son ouvrage.

Nettoyage général de remise en état des abords, à charge du **lot principal**.

7 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DU PROJET CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DU PERSONNEL, AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE, Y COMPRIS LES RISQUES D'INCENDIE

7.1 ORGANISATION DES SECOURS

7.1.1 Accès du chantier et circulations sur le chantier réservés aux secours

La présence d'un véhicule de secours devra faire stopper immédiatement tout poste de travail.

A tous moments l'accès au bâtiment sera dégagé pour permettre l'intervention des secours, les abords de proximité permettront à tout moment le stationnement d'un véhicule de secours.

7.1.2 Identification du chantier et de ses accès pour les secours

Les accès se feront par les voies pompiers et escaliers existants.

7.1.3 Téléphones de secours

Chaque chef de chantier sera muni d'un téléphone portable + PC Sécurité

7.1.4 Dispositifs de soins

Chaque Entrepreneur devra désigner dans son PPSPS le personnel secouriste et pouvoir justifier que ce personnel a été recyclé depuis moins d'un an. Ce personnel secouriste devra porter un badge d'identification spécifique sur le chantier

En outre, chaque Entrepreneur devra posséder une armoire à pharmacie avec des produits appropriés et respectant la date limite d'utilisation.

7.1.5 Moyens d'évacuation des blessés

Les blessés devront pouvoir être évacués par les voies et cheminements existants.

7.1.6 En cas d'accident grave, l'Entrepreneur doit prévenir :

- le Coordonnateur sécurité, le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre
- l'Inspection du travail, l'OPPBTP, la CRAM

Copie de la déclaration d'accident à transmettre dans les 24h aux entités ci-dessus.

7.2 INCENDIE

7.2.1 Produits inflammables

- Stockage (cf. 4.3)
- La mise en œuvre de produits inflammables se fera par du personnel compétent, informé des conditions d'utilisation des produits utilisés.

7.2.2 Lutte contre l'incendie

Il sera disposé par **le lot principal**, un extincteur à eau et un extincteur à poudre dans le cantonnement.

En complément, extincteurs adaptés à charge des entreprises, pour chaque poste de travail par points chauds.

Permis de feu journaliers sur demande de l'entreprise.

Les travaux faisant l'objet d'un permis feu seront arrêtés 2h avant, puis ronde obligatoire.

7.2.3 Relations avec les services de secours Sans objet

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18

Pompiers

112

Centre d'appels secours

15

Samu

et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)

N° Rue

En face de

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche-à-bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

Et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail

EN CAS D'ACCIDENT

Ce document rappelle la conduite à tenir en cas d'accident. Il doit être affiché sur les lieux de travail et dans les véhicules (art. L.4711-1 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

Appelez le sauveteur-secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours

1 Téléphonnez au :

2 Dites :

Ici chantier :

à (commune, arrondissement) :

n° rue

Autre point de repère :

Téléphone chantier :

3 Précisez : ● la nature de l'accident (éboulement, asphyxie, chute...)
● l'emplacement du blessé (le blessé est sur un toit, dans une fouille...)
● s'il y a nécessité de dégagement

4 Signalez le nombre de blessés et leur état (trois blessés dont un saigne et ne parle pas...).

5 Décrivez l'intervention du secouriste (premiers soins, bouche-à-bouche...).

6 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point afin de guider les secours.

7 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.



Sauveteurs-secouristes du travail : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs-secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou leur tenue de travail.

Nom		Prénom	
Nom		Prénom	
Nom		Prénom	
Nom		Prénom	

8 MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

8.1 ENTREPRENEURS DESIGNÉS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

8.1.1 L'Entrepreneur doit remettre au Coordonnateur sécurité, avant toute intervention, un **PPSPS** (plan particulier de sécurité et de protection de la santé). La remise de ce **PPSPS** doit être **précédée d'une inspection commune avec le Coordonnateur sécurité** au cours de laquelle, en fonction des caractéristiques des travaux que l'Entrepreneur s'apprête à exécuter, sont précisées :

- les consignes à observer ou à transmettre
- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble du projet et sont remis les éléments relatifs au DIU élaborés en phase conception

Le PPSPS ne peut pas être diffusé tant que l'Inspection Commune, avec le CSPS, n'a pas été réalisée.

Si l'entrepreneur est agréé par le Maître d'Ouvrage et qu'il a démarré ses ouvrages sans respecter les points ci-dessus, le Coordonnateur pourra régulariser la situation par un compte rendu d'inspection commune « type » qu'il adressera à l'entrepreneur, pour prise en compte (sans visite de site, considérant le démarrage de l'entreprise comme une prise de connaissance du chantier).

8.1.2 L'Entrepreneur dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître de l'ouvrage pour établir son **PPSPS** qui contient notamment :

- les renseignements généraux (responsables de l'exécution, effectif prévisible ...)
- les dispositions relatives à la sécurité (mode opératoire et procédés de construction, consignes de premiers secours, analyse et traitement des risques des travaux de l'entreprise et des risques créés par ces travaux avec ceux des autres intervenants ...)
- l'habilitation des travailleurs à être affectés à un poste

8.1.3 Ce PPSPS doit être tenu à jour et être disponible en permanence sur le chantier. Il peut être consulté *par les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISST), les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CSE) ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, l'Inspecteur du travail, l'OPPBTP et la CRAM.*

8.1.4 L'Entrepreneur chargé du gros œuvre (*ou du lot principal*), ainsi que celui appelé à exécuter des travaux à risques, adressent à l'Inspecteur du travail, l'OPPBTP et la CRAM, avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire de leur PPSPS auquel est joint l'avis du Médecin du travail et des membres du CSE ou à défaut des délégués du personnel s'ils ont déjà été donnés. Dans le cas contraire, ces avis sont transmis par l'Entrepreneur dès qu'il en est saisi.

8.1.5 Dans le cas où une mesure de prévention prévue au PPSPS n'a pu être appliquée, l'Entrepreneur indique sur le plan les moyens d'une efficacité au moins équivalente qui ont été mis en œuvre. Cette substitution est portée à la connaissance du Coordonnateur sécurité.

8.1.6 Le PPSPS doit être signé par son rédacteur et porté à la connaissance du personnel d'exécution.

8.1.7 Le PPSPS est conservé par l'Entrepreneur pendant une durée de cinq années à compter de la réception de l'ouvrage.

8.1.8 Afin de faciliter l'établissement et l'harmonisation des PPSPS, un modèle type est joint en annexe n° 1 du présent PGC.

*Il résulte des dispositions des articles L. 4532-9 du code du travail, qui **impose à chaque entreprise appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux d'un chantier soumis à un plan général de coordination d'établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé**, et R. 4532-64 du même code, qui prévoit le contenu de ce plan particulier, d'une part, que **l'obligation d'établir ce dernier concerne l'ensemble des entreprises dont les travaux concourent à la réalisation de l'opération de construction et n'est pas limitée à celles participant directement à la construction**, d'autre part, que les entreprises soumises à cette obligation doivent inclure dans ledit plan les risques particuliers que leur travaux et processus de travail comportent pour la sécurité des autres intervenants sur le chantier.*

8.2 SOUS-TRAITANTS

- 8.2.1** Chaque sous-traitant reçoit, par l'Entrepreneur titulaire du lot, un exemplaire du PGC et, le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générales retenues par l'Entrepreneur titulaire du lot. Il doit en tenir compte pour l'élaboration de son PPSPS.
- 8.2.2** Le sous-traitant dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'Entrepreneur principal pour établir son PPSPS. Ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre. L'établissement de ce PPSPS est précédé d'une inspection commune avec le Coordonnateur sécurité et l'Entrepreneur titulaire du lot.
- 8.2.3** **L'Entrepreneur titulaire d'un lot, et, amené à sous-traiter** selon la législation en vigueur, transmettra son **PPSPS accompagné de ceux de ses sous-traitants** :
- Il aura vérifié que les mesures prises et les techniques employées par ses sous-traitants sont en adéquation avec le projet et que les risques exportés et importés ont été pris en compte
 - Il s'engage à veiller à l'application des mesures arrêtées par ses sous-traitants

Le sous-traitant sera obligatoirement présent lors de l'Inspection Commune d'un éventuel sous-traitant de second rang ou d'un prestataire.

8.3 TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont des sous-traitants, ils sont soumis à accord d'agrément du Maître d'Ouvrage par l'entreprise qui souhaite sous-traiter.

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

- aux mesures générales de protection et de sécurité
- aux modalités de l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité liés aux choix des procédés et des équipements de travail
- aux actions des Organismes de prévention
- aux règles relatives aux substances et préparations dangereuses
- à la mise en place, à l'acquisition et à l'utilisation de matériel conforme
- à la mise en œuvre, vis-à-vis des autres personnes intervenant sur le chantier, comme d'eux-mêmes, des principes généraux de prévention
- au respect des décrets n° 95.607 et 95.608 du 6 mai 1995

8.4 UTILISATION D'ENTREPRISES INTERIMAIRES

Les Entrepreneurs utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné
- le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a bien été délivré
- l'intéressé est en règle au point de vue carte de travail et carte de séjour
- le personnel a subi la formation obligatoire à la sécurité
- le personnel intérimaire est intégré au personnel de l'Entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (vestiaire, réfectoire, sanitaire) et a reçu les consignes particulières liées à l'activité de l'Entreprise sur le projet

Il est précisé que dans le cas d'une opération de dépose d'amiante en place les travailleurs intérimaires sont interdits.

8.5 PRESTATAIRES DE SERVICE

Les entreprises prestataires de service, s'assurent que :

- le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné
- le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a bien été délivré
- l'intéressé est en règle au point de vue carte de travail et carte de séjour
- le personnel a subi la formation obligatoire à la sécurité
- le personnel intérimaire est intégré au personnel de l'Entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (vestiaire, réfectoire, sanitaire) et a reçu les consignes particulières liées à l'activité de l'Entreprise sur le projet

Ces entreprises sont soumises à inspection commune et PPSPS avant démarrage.

8.6 LE PRET DE MAIN D'ŒUVRE

Le prêt de main d'œuvre est interdit sur cette opération.

9 OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS

9.1 DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE (DIUO)

9.1.1 Objectif

Le dossier d'intervention ultérieure a pour objectif essentiel de rassembler toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

9.1.2 Constitution

Le DIUO doit concerner tous les éléments qui constituent l'ouvrage, soit par nature, soit par destination, tels que :

- tout le gros œuvre
- tout le second œuvre
- tous les équipements
- ventilations
- chaufferie, ...

9.1.3 Contenu et présentation du DIUO

Le DIUO en phase finale comprend :

- les listes de plans et documents constituant le DOE
- une notice sécurité établie par CSPS

Les éléments constituant le DIUO devront être remis au Coordonnateur sécurité en 2 exemplaires.

9.2 REGISTRE JOURNAL

9.2.1 Objectif

Le registre journal est un outil de liaison entre le Maître d'ouvrage, les Organismes de prévention et les participants à l'acte de construire (Concepteurs, Maîtres d'œuvre, Entrepreneurs, sous-traitants ...).

9.2.2 Constitution

Le registre journal est détenu par le Coordonnateur sécurité.

Il est composé d'un document comportant en premières pages la liste des participants avec le visa de leur représentant habilité, des comptes rendus des inspections communes et des comptes rendus de visite ou réunion.

9.2.3 Contenu

9.2.3.1 Document principal

Au cours de la réalisation du projet, sont notés de manière synthétique les éléments suivants :

- dates et compte rendu des inspections communes avec les Entrepreneurs désignés et leurs sous-traitants
- dates de réception des PPSPS
- suivi de l'harmonisation des PPSPS
- dates des visites de chantier du Coordonnateur sécurité et mention des comptes rendus correspondants
- *dates des réunions du CISSCT et mention des comptes rendus correspondants*
- date de réception des travaux
- date de transmission du DIUO et mention du procès-verbal
- date de clôture du PGC et du registre journal.

Sont notées également les :

- observations aux participants à l'acte de construire, que le Coordonnateur sécurité fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle
- problèmes soulevés découlant d'une carence relative à des règles de conception de l'ouvrage ou des procédés contraires aux principes généraux de prévention
- problèmes ou situations relevant d'un défaut de coordination découlant d'une situation non recensée ou provoquée par la défaillance d'entreprises
- mesures arrêtées non exécutées quel que soit l'intervenant

La fiche est signée par le représentant de l'Entreprise et par le Coordonnateur sécurité et une copie est remise à l'Entrepreneur signataire ainsi qu'à l'Entrepreneur principal en cas de sous-traitance.

9.2.3.3 Compte rendu visite de chantier

Après chaque visite de chantier, le Coordonnateur sécurité établit un compte rendu sur un document spécifique.

Ce document permet à l'Entrepreneur de répondre éventuellement aux observations du Coordonnateur sécurité.

9.3 MANQUEMENTS DE L'ENTREPRENEUR

En cas de manquements de l'Entrepreneur dans l'exécution de ses obligations (administratives ou sur chantier), le Coordonnateur sécurité pourra demander au Maître d'ouvrage l'application de pénalités quotidiennes dont le montant est fixé à :

150 euros H.T. / Jour calendaire (par manquement / zone de travail / type de tâche).

MODÈLE POUR L'ÉLABORATION DU PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ (PPSPS)

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

1.1 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PROJET

(Consulter le plan général de coordination)

- Désignation du projet
- Adresse du chantier
- Coordonnées du Maître d'ouvrage, du ou des Maîtres d'œuvre et des BET, du Coordonnateur sécurité phase réalisation, des personnes chargées du pilotage et de l'ordonnancement, des organismes de prévention, des secours, des services publics et des concessionnaires

1.2 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ENTREPRISE

- Raison sociale
- Coordonnées
- Nature du marché confié (entreprise générale, adjudicataire d'un lot pour un marché passé avec un Maître de l'ouvrage, sous-traitant d'une Entreprise ...)
- Nature des travaux qui lui sont confiés (descriptif détaillé de ces travaux)
- Prévision des travaux que l'Entrepreneur traite directement et de ceux qu'il sous-traite et coordonnées de ses sous-traitants s'ils sont désignés
- Durée d'exécution prévisible de ces travaux (continue ou fractionnée)
- Effectif prévisible du personnel et évolution de cet effectif au cours du chantier (indiquer l'éventualité d'emploi de personnel intérimaire)
- Nom et qualité de la ou des personnes chargées de diriger l'exécution des travaux
- Nom et qualité de la ou des personnes de l'Entreprise chargées de la sécurité des salariés sur le chantier

2 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ORGANISATION DU CHANTIER

2.1 DISPOSITION EN MATIÈRE DE SECOURS ET D'ÉVACUATION DES PERSONNELS DE CHANTIER

(Consulter le plan général de coordination)

- Consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accident ou aux malades (rappel des n° de téléphone d'urgence)
- Nombre de secouristes du travail de l'Entreprise présents sur le chantier (préciser leur nom)
- Matériel médical existant sur le chantier
- Dispositions prises pour assurer le transport des blessés dans un hôpital et informer la Direction de l'entreprise

Nota : si tout ou partie des informations ci-dessus est contenu dans le PGC, mention peut être faite du renvoi à ce plan.

2.2 MESURES PRISES POUR ASSURER L'HYGIÈNE DES PERSONNELS DE CHANTIER

- Description des installations mises à disposition du personnel (comme vestiaire, réfectoire, sanitaire, bureau, etc ...) et situation de ces installations sur le chantier
- Date de mise en service prévisible de ces installations

3 MESURES DE SÉCURITÉ APPLICABLES AUX INTERVENTIONS DE L'ENTREPRENEUR SUR LE CHANTIER

L'analyse des éléments développés dans ce chapitre peut conduire à constater une absence de risques pour une partie de ces éléments. Dans ce cas, l'Entrepreneur devra en faire mention expresse.

3.1 MESURES SPECIFIQUES PRISES PAR L'ENTREPRENEUR POUR PREVENIR LES RISQUES INHERENTS AU CHANTIER

- Mesures arrêtées par l'Entrepreneur pour prévenir les risques générés par les autres Entrepreneurs du chantier
- Mesures arrêtées par l'Entrepreneur pour s'adapter aux contraintes liées à l'environnement du chantier (circulation, activités spécifiques avoisinant le chantier, etc ...)

Nota : les points ci-dessus peuvent être définis en consultant le PGC et après l'inspection du chantier faite en commun avec le Coordonnateur sécurité.

3.2 DESCRIPTIONS DES RISQUES QUE L'ENTREPRENEUR GENERE PAR SON ACTIVITE POUR LE RESTE DES INTERVENANTS SUR LE CHANTIER

Nota : L'Entrepreneur décrit les risques auxquels il soumet les autres Entrepreneurs du chantier et pour lesquels il ne peut, seul, mettre en place les mesures de préventions nécessaires pour les pallier.

3.3 DISPOSITIONS PRISES PAR L'ENTREPRENEUR POUR PREVENIR LES RISQUES ENCOURUS PAR SES SALARIES LORS DE L'EXECUTION DE SES PROPRES TRAVAUX

Ce chapitre peut être présenté sous forme de tableau présentant en 4 colonnes :

- le descriptif des procédés de construction des matériels utilisés et des modes opératoires générant des risques
- l'analyse des risques engendrés par ces procédés de construction, ces modes opératoires et ces matériels de chantier
- les mesures de protection collective ou à défaut individuelle adaptées pour parer à ces risques
- les conditions dans lesquelles l'application de ces mesures de prévention, ainsi que l'entretien des matériels qui génèrent des risques sont effectués

4 DISPOSITIONS PRISES PAR L'ENTREPRENEUR TITULAIRE DU LOT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Nota : L'Entrepreneur titulaire d'un lot décrit les dispositions qu'il va adopter pour harmoniser les PPSPS de ses sous-traitants et veiller à leur application (cf. 8.2.3.)

5 DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'AMIANTE

Voir diagnostics.

NOTE PLOMB

Ci-dessous, les liens vous permettant de télécharger la note ED 6374 de l'INRS et le guide plomb de l'OPPBTP 15 G 01 15 :

<https://www.inrs.fr/media.html?refINRS=ED%206374>

<https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Traitement-des-peintures-au-plomb>

LOCAUX D'HYGIENE – CANTONNEMENT À ADAPTER EN FONCTION DE L'EFFECTIF

SANITAIRES Ratio de surface d'environ 0,75 m² par personne.

➤ **LAVABOS :**

- 4 pour 16 travailleurs maxi : point d'eau avec robinet espacés de 0,70 minimum et 0,40 de profondeur + miroirs + moyens de lavage et séchage des mains ;
- eau potable courante, à température réglable.

➤ **W.C :**

dimensions minimum 0,80 x 1,10 - hauteur 2,00 m.

- 1 WC pour 16 travailleurs maxi, avec chasse d'eau, balayette, patère ;
- 2 urinoirs pour 16 travailleurs maxi, de 0,60 x 0,40 m minimum ;
- Distributeur avec papier hygiénique et point d'eau dans chaque WC ;
- Aménagés de manière à ne dégager aucune odeur (1 extracteur) ;
- Portes munies d'un dispositif de fermeture dé condamnable de l'extérieur, s'ouvrant vers l'extérieur et pas de communication directe avec les autres locaux ;
- Nettoyage et désinfection au moins une fois par jour.

➤ **DOUCHE :**

au moins une douche pour 8 travailleurs,

(cet équipement est obligatoire lors de travaux insalubres ou salissants, définis par décret).

- Eau potable courante et mélangeur individuel eau chaude, eau froide ;
- Cabine de douche avec porte savon (dimensions receveur : 0,80 x 0,80) ;
- Précédée d'un compartiment déshabillage avec siège et patères doubles, séparés par une porte ou un rideau (dimension : 1,00 x 0,80) + chauffage spécifique rapide ;
- Portes munies d'un dispositif de fermeture dé condamnable de l'extérieur et s'ouvrant vers l'extérieur.

REFECTOIRE

Surface minimum par personne 1,50 m², avec baies ouvrant sur l'extérieur.

- Tables et chaises munies de dossiers et facilement lavable, en nombre suffisant + nettoyage après chaque repas, patères ;
- Appareils de cuisson et de réchauffage des aliments, avec consignes d'utilisation ;
- Réfrigérateur de capacité suffisante et Meuble de rangement de la vaisselle ;
- Évier : avec eau potable, équipé d'un mitigeur ou mélangeur eau chaude ;
- Eau potable pour la boisson : au moins 3 litres d'eau potable par jour et par salarié.

VESTIAIRES

Surface minimum par personne 1,50 m²

- **Armoires individuelles ventilées avec un système d'extraction d'air vicié pour le séchage**, de 60 de large / 55 de profondeur, à 2 compartiments (ville/travail), avec un emplacement pour bottes ou chaussures de sécurité (ventilation individuelle, l'air vicié sera extrait vers l'extérieur).
- En vis à vis des patères, miroirs et des bancs (compter au moins un siège par salarié).
- Coffre individuel sécurisé pour objets de valeur (ex : papiers).

REMARQUES GENERALES

- Ratio de surface de la Base Vie : 3,75 m² par personne
- Ces ratios permettent d'aménager un élément modulaire de **6,00 m x 2,50 m** (soit 15 m²) en réfectoire pour 8 salariés, en vestiaire pour 8 salariés ou en sanitaire pour 16 salariés.
- Un élément modulaire de **9,00 m x 2,50 m** (soit 22,50 m²) permet les mêmes aménagements **pour 12 salariés au maximum**.
- Tous les locaux doivent être aérés, éclairés naturellement et chauffés pendant la saison froide, climatisé pendant la saison chaude ;
- Tous les locaux doivent être tenus dans un état de propreté constant ;
- Circulations intérieures, communication directe entre les WC et les autres locaux ; entre les douches et vestiaires ;
- Production d'eau chaude de préférence par des chauffe eau électriques instantanés ou ballon d'EC
- **Prévoir installations distinctes, quand l'effectif de chantier comporte des femmes.**

INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP

Installations		Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire		<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Convenablement aéré - Chauffé en saison froide - Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut dépatères si chantier exigu) - Nettoyé 1 fois par jour - Exempt de tout stockage de produits et matériaux - Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Chauffé en saison froide - Sol et parois facilement nettoyables - Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412, 149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - Maintenu en état constant de propreté - Installations séparées si personnel mixte - Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p><u>Vestiaire</u> (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sièges en nombre suffisant - Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> - ininflammables - à double compartiment - munies de serrure ou cadenas
	Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 orifice pour 10 travailleurs - Eau potable - Si possible à température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire 	<p><u>Lavabos</u> (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 lavabo pour 10 travailleurs - Eau potable - Température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douches		<p>Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail).</p> <p>Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.</p>	
Eau pour la boisson		<p>Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)</p>	
Cabinets d'aisance, urinoirs		<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés - Chasse d'eau - Éclairage - Chauffage en saison froide - Sols et parois imperméables et facilement nettoyables - Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur - Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires - Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau - Papier hygiénique - Installations séparées en cas de personnel mixte <p>(*) voir note de bas de page</p>	
Réfectoire		<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p><u>Si moins de 25 travailleurs</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p><u>Si 25 travailleurs au moins</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Réfrigérateur - 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers - Nettoyage du local et des équipements après chaque repas
1^{ers} Secours	Boîte de secours	<p>Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).</p>	
	Secouriste	<p>Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).</p>	

(*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).

DECLARATION PREALABLE

DECLARATION PREALABLE

DECLARATION PREALABLE MISE À JOUR PAR LE CSPS

COMPRENANT LA LISTE DES ENTREPRISES

Lorsque la durée et/ou le volume prévus des travaux d'une opération de bâtiment ou de génie civil excède certains seuils, le **maître d'ouvrage** a l'obligation d'effectuer une **déclaration préalable** avant le début des travaux.

Cette obligation concerne toute opération du secteur du bâtiment ou du génie civil qui remplit l'une des conditions suivantes :

- l'effectif prévisible dépasse 20 travailleurs à un moment quelconque des travaux, pour une durée dépassant 30 jours ouvrés ;
- le volume prévu des travaux est supérieur à 500 hommes-jour.

Cette déclaration doit être effectuée :

- **avant le dépôt du permis de construire ;**
- si un permis de construire n'est pas obligatoire, 30 jours au moins avant le début effectif des travaux.

Elle doit être adressée à :

- l'inspection du travail : Direction Départementale de l'Économie, du Travail et de la Solidarité (DDETS), de la DRIEETS
- la Carsat qui a remplacé la caisse régionale d'assurance maladie (Cram), à l'exception de la Cram Île-de-France (Cramif)
- l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

La déclaration doit être affichée sur le chantier.

A l'avancement du chantier, le coordonnateur met à jour la déclaration préalable suivant les noms des titulaires de lots puis des agréments de sous-traitants établis par le Maître d'Ouvrage, dont il est destinataire.

Le coordonnateur diffuse ensuite au lot principal, la déclaration préalable pour que celui-ci l'affiche sur le portail d'accès au chantier.

LISTE DES FOURNISSEURS ET PRESTATAIRES

LISTE DES FOURNISSEURS ET PRESTATAIRES

Exemple de fournisseurs/prestataires :

Les techniciens de maintenance de grue, les locations d'engins avec chauffeur, les poseurs de filets de sécurité, les livreurs de matériels et matériaux, les fournisseurs de bennes de tri de déchets qui viennent les déposer sur chantier et s'occupent de les vider, les installateurs de bases vie, les entreprises de nettoyage de ces installations, les géomètres, les contrôleurs techniques, les diagnostiqueurs, etc...

Nom de l'entreprise	Agissant pour le compte du lot	Réalisant des interventions de	Représentée par	Signature du donneur d'ordre
			Nom : Tél : E- mail :	
			Nom : Tél : E- mail :	
			Nom : Tél : E- mail :	
			Nom : Tél : E- mail :	
			Nom : Tél : E- mail :	
			Nom : Tél : E- mail :	
			Nom : Tél : E- mail :	

FORMULAIRE TYPE D'INSPECTION COMMUNE FOURNISSEUR/PRESTATAIRE

En vue de rédiger leur PPSPS, les entreprises ayant un statut de fournisseurs et/ou prestataires, devront également réaliser, au titre de [l'article R4532-13](#), une **inspection commune**.

Ci-dessous, formulaire d'inspection commune à renseigner par le fournisseur / prestataire :

Ets , représentée par Mr/Mme ,

Tél , E-mail ,

missionnée par l'Ets , lot ,

pour réaliser une tâche de .

Un PPSPS est à diffuser.

La sous traitance n'est pas autorisée sur la tâche.

Le port de la carte BTP est obligatoire sur site.

Les horaires de travail sont 07h00-18h00 du lundi au vendredi.

Les conducteurs d'engins sont munis d'un CACES et d'une autorisation à la conduite.

L'accueil du/des salariés sur le site est réalisé par le donneur d'ordre,

l'Ets ,

il comprendra l'explication du PIC et plus précisément la position de la base vie, les circulations de chantier, véhicules et piétons, la position des énergies de proximité, par le donneur d'ordre.

L'accès du fournisseur / prestataire à son poste de travail obligera son donneur d'ordre à vérifier que les conditions ne créent pas de risques pour l'entreprise ou les entreprises présentes lors de l'intervention (coactivités, cheminements empruntés, zones d'interventions, etc...).

En complément, une analyse des risques propres au fournisseur/prestataire a été établie par l'entreprise intervenante, elle est retranscrite dans le PPSPS.

Date :

Visa du donneur d'ordre

Visa du fournisseur / prestataire

A DIFFUSER A lca@lcasps.fr